



Revue de presse



Mardi 27 Décembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Ouverture à Alger de la conférence sur les défis futurs des banques centrales

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, lundi à Alger, l'ouverture des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales, organisée à l'occasion de la célébration du 60ème anniversaire de la Banque d'Algérie.

Dans son allocution d'ouverture, M. Benabderrahmane a souligné le rôle important de la Banque d'Algérie dans la politique monétaire et la préservation de la valeur du dinar, un des symboles de la souveraineté nationale.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Les réserves de change algériennes dépassent les 60 milliards USD

La valeur des réserves de change algériennes a dépassé les 60 milliards de dollars, a fait savoir, lundi à Alger, le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb.

Dans une allocution à l'ouverture des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales, organisée à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de la création de la BA,

M. Taleb a précisé que "les réserves de change dépassent actuellement 60 milliards USD, soit près d'un an et demi d'importations de biens et de services".



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Numérisation des paiements: vers l'adoption du dinar numérique

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé lundi à Alger que la Banque d'Algérie compte adopter une monnaie numérique nationale sous le nom de "dinar numérique algérien" dans le cadre de la numérisation des paiements.

Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales organisée par la Banque d'Algérie à l'occasion du 60e anniversaire de sa création, M. Benabderrahmane a souligné que "parmi les principaux ateliers ouverts à la Banque d'Algérie, figure la numérisation des paiements en s'orientant vers l'adoption d'une forme numérique de monnaie, dont elle assurera l'émission, la gestion et le contrôle sous le nom de dinar numérique algérien".



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Benabderrahmane souligne le rôle de la Banque d'Algérie dans l'accompagnement du développement économique

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a souligné, lundi à Alger, l'importance du rôle de la Banque d'Algérie dans l'accompagnement et l'encadrement du développement économique et financier du pays.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales, organisée par la Banque d'Algérie à l'occasion du 60e anniversaire de sa création, M. Benabderrahmane a précisé que la Banque d'Algérie, dont la création participe du recouvrement de l'indépendance et de la souveraineté et constitue un jalon dans l'édification de l'Etat-nation, joue un rôle important dans la gestion de la politique monétaire et la préservation de la valeur du dinar algérien qui est un des symboles de l'Etat.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La révision de la loi relative à la monnaie et au crédit permettra à la BA de moderniser son système bancaire

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb s'est félicité, lundi à Alger, de la révision de la loi sur la monnaie et le crédit qui permettrait à la BA de moderniser son système bancaire et cadrer avec les évolutions économiques et financières.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Banques: le rôle des banques centrales dans l'intégration régionale et la digitalisation souligné

Le rôle des banques centrales dans la coopération et l'intégration financière régionale, ainsi que la digitalisation des produits bancaires dans le contexte de crise mondiale, ont été soulignés, lundi à Alger, par de plusieurs responsables de banques centrales.

Au cours des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales, des gouverneurs et responsables de banques centrales ont relevé la nécessité d'accélérer la modernisation des systèmes bancaires, l'automatisation des services, ainsi que la digitalisation en vue de concrétiser l'inclusion financière.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Révision de la loi relative à la monnaie et au crédit pour répondre aux exigences de la réforme économique

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a affirmé, lundi, à Alger que la révision de la loi relative à la monnaie et au crédit permettrait de s'adapter aux derniers développements et de mieux répondre aux exigences de la réforme économique escomptée.

Le Premier ministre a fait cette déclaration à l'ouverture des travaux de la Conférence sur les défis futurs des banques centrales, organisée à l'occasion de la célébration du 60ème anniversaire de la création de la Banque d'Algérie (BA).



[Au 60e anniversaire de la BEA](#)

[Les grandes annonces de Benabderrahmane](#)

Le gouverneur de la BA a révélé que «les réserves de change du pays dépassent les 60 milliards de dollars, ce qui équivaut à un an et demi d'importations».

On en connaît un peu plus sur le projet de digitalisation du dinar algérien. Il s'agit de l'une des solutions devant être mises en place au service de l'économie nationale, par la Banque d'Algérie, qui est en train de travailler sur ce projet. Pour le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah- Eddine Taleb, «on ne peut pas laisser les acteurs de la cryptomonnaie réguler le marché. Cette monnaie aura des impacts sur le coût des transactions des virements de l'information financière».



[Fonds de régulation des recettes, réserves de change, exportations hors hydrocarbures](#)

[Des leviers et des atouts pour 2023](#)

Il faut avoir l'audace de traiter d'égal à égal avec les grands pays et exiger un transfert de technologie effectif, à chaque marché signé avec un partenaire.

L'Algérie entame l'année 2023 dans la meilleure des postures au triple plan économique, géopolitique et financier. Très à l'aise sur ses rapports avec les deux blocs d'influences qui font coulisser le «curseur» de l'ordre mondial en sa faveur, elle se voit offrir une nouvelle association avec l'Europe occidentale, obligée de trouver des sources d'énergie alternatives.



[Gestion du budget de l'État](#)

[À la recherche de la performance](#)

L'on attend une meilleure visibilité du budget pour définir les priorités en matière de défis du travail public.

En soutien aux grandes actions de réformes économiques, la révision du système budgétaire, qui interviendra à partir de 2023, confirme la volonté de l'Etat à mettre en place, tous les moyens et outils pour relever les défis de l'heure. C'est dans cette optique que l'inspecteur

général au ministère des Finances, Djamel Zergout, a affirmé dimanche à Sétif que «la loi organique 18-15 qui sera en vigueur à compter de l'année prochaine repose sur la gestion par des programmes qui font l'objet de suivi avec des objectifs et des critères d'évaluation». Autrement dit, le temps de l'élaboration et l'affectation des budgets qui se faisait sur la base des moyens, est révolu.



Concernés par les augmentations des salaires, des retraites et de l'allocation chômage

Au bonheur de 5,8 millions d'Algériens

L'allocation chômage sera également revalorisée. Elle augmentera de 13.000 DA net à 15.000 Da.

Plus de 2,8 millions fonctionnaires et contractuels, 1.9 millions de chômeurs et 1.150000 retraités. Au total, ce sont 5.8 millions d'Algériens qui seront touchés par les dernières augmentations décidées par le président de la République. Des annonces très favorablement accueillies par les citoyens. On ne le dira jamais assez, ces augmentations renforcent la cohésion sociale d'une part et de l'autre, elles réaffirment avec force le caractère social de l'Etat Algérien.



Énergie, subventions, taxes...

Ce qui ne va pas changer

Les Algériens peuvent soupirer : aucune augmentation de prix n'est prévue pour 2023. Ils pourront ainsi «savourer» les augmentations de salaires.

Chaque nouvelle année apporte son lot de changements! L'Algérie ne déroge pas à la règle. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé des nouveautés pour 2023 avec notamment, l'augmentation des salaires, de la pension des retraites et de l'allocation chômage. Néanmoins, les Algériens se tiennent le ventre en attendant les «fameuses augmentations» tous azimuts auxquels ils se sont habitués ces dernières années. Le prix de l'énergie est, notamment, au centre de leurs préoccupations. Avec la crise en Ukraine et ses répercussions, ils craignent de subir le même sort que les citoyens européens. Qu'ils se rassurent, le chef de l'État a annoncé la couleur.

[Entretien – Mme Amel Abdellatif, Directrice Générale des Impôts – Ministère des Finances](#)



Toujours plus près du citoyen

Parmi les réformes inscrites dans le programme de Monsieur le président Abdelmadjid Tebboune, celles portant sur le système fiscal et le fonctionnement des services de l'administration fiscale, qui constituent des services vitaux de l'Etat, d'où la nécessité de rapprocher ces derniers des citoyens en les mettant au cœur de leurs préoccupations et en répondant à leurs attentes.



[60e anniversaire de la création de la Banque d'Algérie : Vers l'adoption du dinar numérique](#)

Cet événement organisé à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de la création de la Banque d'Algérie et qui s'est déroulé à l'hôtel El Aurassi a été rehaussé par la participation des PDG et gouverneurs du Fonds monétaire arabe, la banque centrale de Tunisie, de Palestine, et celle des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

[El Houari Tigharsi, expert en économie : « La loi de finances 2023 est sociale par excellence »](#)

La loi de finances 2023 consacre de nouvelles mesures et facilitations, abattements et exonérations, qui vont rapidement se répercuter sur la vie des citoyens, a indiqué à El Moudjahid, l'expert en économie, El Houari Tigharsi, qui explique que ces importants engagements de l'Etat vont «booster» les aspects sociaux de l'appareil économique. Ces dispositions seront d'autant plus bénéfiques selon lui, que le président de la République a ordonné au gouvernement de «préparer les textes pratiques qui permettront d'augmenter les salaires, les retraites, les subventions et l'allocation chômage pour commencer à verser des augmentations financières immédiatement, soit dès janvier 2023.

[Augmentation des salaires, des retraites et de l'allocation chômage : Syndicats, organisations et citoyens saluent la décision du Président](#)

Invité du journal télévisé de 20 h de la Télévision nationale publique, M. Chorfa a indiqué que la décision du président de la République d'augmenter les salaires au cours de 2023-2024 pour atteindre annuellement un seuil oscillant entre 4.500 DA et 8.500 DA en fonction des catégories, «toucheront 2,8 millions de fonctionnaires et contractuels, alors que les augmentations dans le secteur économique seront fixées par les conventions collectives entre l'opérateur et le partenaire social».

[Perspectives nouvelles](#)

Les objectifs de développement social sont inscrits parmi les propriétés avec des améliorations du pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires, qui figurent d'ailleurs dans les 54 engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Depuis son élection il y a trois ans, en continuité de ces initiatives, des réunions du Conseil des ministres ont inscrit à plusieurs reprises à l'ordre du jour des questions liées à ces données.

C'était encore le cas avec celles consacrées à l'exercice du droit syndical, à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève. A côté des salaires, ce sont des dossiers qui font l'objet de dialogue permanent avec les partenaires sociaux afin de parvenir au respect total des lois.



Nouvelle loi sur la monnaie et le crédit : Benabderrahmane annonce les nouveautés

le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé, lundi , à l'ouverture des travaux de la Conférence sur les défis futurs des banques centrales, organisée par la Banque d'Algérie à l'occasion du 60e anniversaire de sa création, les nouvelles prérogatives attribuées au Conseil de la monnaie et du crédit de la Banque d'Algérie.



Intégration régionale et digitalisation : Le rôle des banques centrales souligné

Le rôle des banques centrales dans la coopération et l'intégration financière régionale, ainsi que la digitalisation des produits bancaires dans le contexte de crise mondiale, ont été soulignés, lundi à Alger, par plusieurs responsables de banques centrales. Au cours des travaux de la Conférence sur les défis futurs des banques centrales, des gouverneurs et responsables de banques centrales ont relevé la nécessité d'accélérer la modernisation des systèmes bancaires, l'automatisation des services, ainsi que la digitalisation en vue de concrétiser l'inclusion financière.



Les réserves de change algériennes dépassent les 60 milliards USD

La valeur des réserves de change algériennes a dépassé les 60 milliards de dollars, a fait savoir, lundi à Alger, le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb.

Dans une allocution à l'ouverture des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales, organisée à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de la création de la BA, M. Taleb a précisé que « les réserves de change dépassent actuellement 60 milliards USD, soit près d'un an et demi d'importations de biens et de services ».



Elles seront comprises entre 4500 et 8500 dinars : Nouvelles concessions salariales au profit des fonctionnaires

Dans le prolongement des annonces faites par le président Tebboune, jeudi dernier lors de son entrevue avec des représentants des médias, la question des salaires a pris une place importante au dernier Conseil des ministres de l'année 2022 qui a entériné la décision de nouvelles revalorisations, suivi d'une explication, par le ministre du Travail, de la grille des augmentations et des catégories concernées.

Question d'autant plus importante et si présente dans les débats publics compte tenu du retard qu'accusent les salaires dans la fonction publique, mais aussi au vu de la dégradation du pouvoir d'achat des citoyens, conséquence de l'inflation. Il s'agit à l'évidence d'une nouvelle augmentation qui succèdera à celles prises antérieurement et accompagnées d'autres mesures en faveur des fonctionnaires, des retraités et des chômeurs.



Benabderrahmane: vers l'adoption du dinar numérique

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé lundi à Alger que la Banque d'Algérie compte adopter une monnaie numérique nationale sous le nom de "dinar numérique algérien" dans le cadre de la numérisation des paiements.

Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales organisée par la Banque d'Algérie à l'occasion du 60e anniversaire de sa création, M. Benabderrahmane a souligné que "parmi les principaux ateliers ouverts à la Banque d'Algérie, figure la numérisation des paiements en s'orientant vers l'adoption d'une forme numérique de monnaie, dont elle assurera l'émission, la gestion et le contrôle sous le nom de dinar numérique algérien".



Validation de la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit : Une réforme majeure longtemps attendue

La réforme de la loi sur la monnaie et le crédit, revendiquée à cor et à cri aussi bien par les banquiers que par les opérateurs économiques, vient d'être validée en Conseil des ministres. Cette nouvelle loi assoit, entre autres, de nouvelles règles en matière d'investissement

bancaire. Il s'agit aussi de permettre aux banques algériennes de s'implanter au-delà des frontières et d'accompagner ainsi les entreprises et l'économie algériennes dans les nouvelles ambitions de diversification des exportations et des sources en devises.



Numérisation des paiements: Vers l'adoption du dinar numérique

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé lundi à Alger que la Banque d'Algérie compte adopter une monnaie numérique nationale sous le nom de «dinar numérique algérien» dans le cadre de la numérisation des paiements.

Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales organisée par la Banque d'Algérie à l'occasion du 60e anniversaire de sa création, M. Benabderrahmane a souligné que «parmi les principaux ateliers ouverts à la Banque d'Algérie, figure la numérisation des paiements en s'orientant vers l'adoption d'une forme numérique de monnaie, dont elle assurera l'émission, la gestion et le contrôle sous le nom de dinar numérique algérien».



Système bancaire et financier: Des réformes pour répondre aux mutations économiques

Le directeur général de l'Agence algérienne pour la promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a affirmé que la loi sur la monnaie et le crédit qui a été approuvée lors du dernier conseil des ministres, « vise à relancer et renouveler l'économie nationale ».

Intervenant lors du Forum de la Radio nationale, Omar Rekkache a indiqué que la loi sur la monnaie et le crédit est considérée comme « l'une des principales lois qui guident la vie économique du pays, élaborée selon une vision globale afin de structurer l'économie nationale, dans le cadre des grandes réformes engagées par le président de la République ». « Les réformes du système bancaire et financier visent à répondre aux mutations économiques en cours, aux défis techniques et technologiques, et à l'ouverture à de nouveaux acteurs du système bancaire », a argumenté l'invité de la Radio.

NOUVELLES EXIGENCES DE GESTION DU BUDGET DE L'ÉTAT À PARTIR DU 1ER JANVIER 2023 : L'administration a l'obligation de résultats

Le nouveau système budgétaire prévu par la loi organique 18-15 du mois de septembre 2018, amendée, et complétée, relative aux lois de finances entrera en vigueur, dimanche prochain, 1er janvier 2023, et marquera ainsi « le passage de la gestion budgétaire sur la base des moyens à la gestion par des programmes qui font l'objet de suivi avec des objectifs et des critères d'évaluation », comme affirmé par l'inspecteur général au ministère des Finances, Djamel Zergout. Pour ce faire, le ministère des Finances avec la Direction générale du budget ont entamé, depuis le début de l'année qui s'achève, « une opération de clarification de la loi 18-15 et ses décrets d'application ».

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

La Loi de finances (LF) 2023 Transformation des défis en priorité

Dimanche, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a signé la Loi de finances 2023, qui s'élève à plus de 100 milliards de dollars, le budget le plus important de l'histoire du pays depuis 1962, estiment les financiers et les économistes expliquant que l'Algérie s'active depuis trois années sur le volet économique et social, pour relever les défis de son développement. Il s'agit de la première Loi de finances en vertu de la loi organique relative aux lois de finances qui consacre la prévision budgétaire sur une période de trois ans. Dans la LF de finances 2023, le gouvernement s'est appuyé sur un prix de référence estimé pour le baril de pétrole à 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025, car les revenus des exportations de matières premières en 2023 devraient atteindre 1,46 milliards de dollars.



Premier ministre annonce la mise en place du premier pôle monétaire en Algérie, début 2023

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présidé, lundi à Alger, l'ouverture des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales, organisée à l'occasion de la célébration du 60ème anniversaire de la Banque d'Algérie.

Le Premier ministre a annoncé « la mise en place du premier pôle monétaire en Algérie au début de 2023. » Dans une allocution qu'il a prononcée lors de l'ouverture de la conférence Benabderrahmane a souligné que « ce pôle monétaire sera un pôle distingué et tourné vers

l'avenir, avec les services et les structures qu'il garantit pour l'impression et billets de banque.



«En s'arrimant à l'économie mondiale, l'Algérie pourra acquérir un poids sur la scène internationale», selon les experts

2023, année de l'adhésion de l'Algérie aux BRICS

A la faveur de la nouvelle politique économique du pays, l'Algérie qui s'attelle à diversifier son économie en se fixant comme objectif d'augmenter le volume des exportations hors hydrocarbures à 10 milliards de dollars en 2023, s'apprête à adhérer aux BRICS. Et la date vient d'être révélée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a accordé jeudi dernier une entrevue aux représentants des médias nationaux.



Premier ministre : Ouverture du capital de deux banques publiques au privé en 2023

L'Algérie procèdera à l'ouverture du capital d'au moins deux banques publiques au privé durant l'année 2023, a fait savoir, ce lundi à Alger, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, cité par la radio nationale.



Banque d'Algérie : vers l'adoption du dinar numérique

Le Premier ministre, Aymen Benabderrahmane, a affirmé, lundi à Alger, la démarche de la Banque d'Algérie d'adopter une monnaie numérique nationale sous le nom de « dinar numérique algérien », dans le cadre de la numérisation des paiements, rapporte l'agence officielle.



Banque d'Algérie : les réserves de change s'élèvent à 60 milliards de dollars

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb a déclaré que les réserves de change algériennes dépassent les 60 milliards de dollars, ce qui équivaut à un an et demi d'importation, rapporte ce lundi Ennaharonline.

Lors de la célébration du soixantième anniversaire de la création de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb a ajouté que lors de la pandémie du Corona, la Banque d'Algérie a lancé en juillet 2021 le programme de refinancement d'une valeur de 2 100 dinars au profit de banques, afin de fournir plus de liquidités financières pour soutenir l'activité économique dans le pays.



Inédit, l'Algérie en route vers « la monnaie numérique »

Ouverture du capital de deux banques publiques au privé en 2023

« L'Algérie procédera à l'ouverture du capital d'au moins deux banques publiques au privé durant l'année 2023 », a déclaré, hier, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, à Alger, dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales, organisée à l'occasion de la célébration du 60ème anniversaire de la Banque d'Algérie.



Un défi décisif pour l'amélioration de la gestion publique

Loi organique 18-15 relative aux lois de Finances

Mme Siham Bourabrab, cadre au ministère des Finances, a considéré, avant-hier dimanche, à Setif, que la loi organique 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de Finances modifiée et complétée constitue un défi décisif pour l'amélioration de la gestion publique. « Cette loi apportera une meilleure visibilité du budget et permet de définir les priorités en matière de défis du travail public et de structuration des objectifs ainsi que l'orientation de l'action vers la performance au travers d'indices fiables », a-t-elle indiqué lors d'une conférence régionale sur la mise en œuvre de cette loi organique organisée à l'Institut national spécialisé en

formation professionnelle (INSFP) de la cité Tbinet. Dont l'ouverture des travaux a été présidée par l'Inspecteur général au ministère des Finances, Djamel Zergout.



الوزير الأول: مراجعة قانون النقد والقرض ضروري للإصلاح الاقتصادي

قال الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، إن مراجعة قانون النقد والقرض، جاءت مواكبة للمستجدات واستجابة لمقتضيات الإصلاح الاقتصادي المنشود.

أوضح بن عبد الرحمان، في كلمة ألقاها خلال افتتاح أشغال الندوة حول التحديات المستقبلية للبنوك المركزية والتي تعقد بمناسبة الذكرى الـ 60 لتأسيس بنك الجزائر، أن "الإدراك بأهمية بنك الجزائر، باعتباره رأس النظام المصرفي والقائم بالإشراف عليه، هو الذي دفع الحكومة، بتوجيه من رئيس الجمهورية، إلى العمل على تحيين الإطار القانوني لعمل بنك الجزائر، من خلال مراجعة الأمر رقم 11-03 المؤرخ في 26 أوت 2003 والمتعلق بالنقد والقرض، المعدل والمتمم، بما يسمح بمواكبة المستجدات والاستجابة لمقتضيات الإصلاح الاقتصادي المنشود الذي يعزز أداء المؤسسات الاقتصادية ويضمن إطارا معيشيا كريما للمواطن".



إنشاء أول قطب نقدي في الجزائر

كشف الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، اليوم الإثنين، عن إنشاء أول قطب نقدي في الجزائر بداية 2023.

وأوضح الوزير الأول، خلال إشرافه على احتفالية الذكرى الستون لتأسيس بنك الجزائر، أنه بناء على توجيهات رئيس الجمهورية سيقوم بنك الجزائر بإنشاء أول قطب نقدي بعد الاستقلال، وذلك بداية من سنة 2023.



عدد البنوك والمؤسسات المالية النشطة بالجزائر

كشف الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، اليوم الإثنين، أن عدد البنوك والمؤسسات المالية النشطة في الساحة المصرفية بلغ اليوم 19 بنكا و08 مؤسسات مالية.

وفيما يتعلق بإنتاج الأوراق النقدية، أكد الوزير الأول في كلمة له خلال إشرافه على احتفالية الذكرى الستين لتأسيس بنك الجزائر، أنها بلغت قدرة النقود الإنتاجية اليوم 300 مليون ورقة نقدية وما يقارب 200 مليون قطعة نقدية معدنية في السنة.



بنك الجزائر يكشف عن احتياطي الصرف

كشف محافظ بنك الجزائر صلاح الدين طالب، اليوم الإثنين، عن احتياطي الصرف الجزائري الذي يفوق 60 مليار دولار. وأكد صلاح الدين طالب خلال كلمة له بمناسبة الاحتفال بالذكرى الستون لتأسيس بنك الجزائر، على ارتفاع احتياطي الصرف الجزائري إلى 60 مليار دولار- أي ما يقارب تسيير سنة ونصف من استيراد السلع والخدمات.



لا شفافية دون رقمنة

رغم الإرادة المعلنة للسلطات العمومية، يبقى تخلف الرقمنة العائق الرئيسي في تطور البلاد، وفي تحديد من يدفع الضريبة على الثروة، وتجسيد العدالة الضريبية، ومن يستفيد بالتالي من دعم التحويلات الاجتماعية. تصطدم المساعي أساسا بعدم تحمس المسؤول التنفيذي الصغير والمشرف على العملية للتغيير، ورفض التكيف مع متطلبات المرحلة، وقلة إدراك أهمية الرقمنة، وتكليف المتخصصين بذلك، فهي نقيض لقيمه ولثقافته ولوجوده أحيانا.



خبير: 1000 مليار لتغطية الزيادات في الأجور ومنحة البطالة والتقاعد

أكد الخبير الاقتصادي هواري تيغريسي، أنه تم ضمن قانون المالية 2023، تخصيص 1000 مليار سنتيم لتغطية الزيادات في الأجور ومنحة البطالة والتقاعد.

وأوضح تيغريسي، الاثنين، في تصريح للإذاعة الجزائرية أن قانون المالية 2023 تضمن أرقاما كبيرة بالنسبة للدعم الاجتماعي منها تقريبا 10 مليار دينار بالنسبة للنفقات غير متوقعة المرتبطة خاصة بالنقطة الاستدلالية ومنحة البطالة والمتقاعدين إلى جانب عمال ما قبل التشغيل الذين تم تسوية وضعيتهم تقريبا كليا.



محافظ بنك الجزائر: 60 مليار دولار احتياطي الصرف الجزائري

كشف محافظ بنك الجزائر صلاح الدين طالب أن احتياطي الصرف الجزائري يقدر حاليا بـ60 مليار دولار ما يعادل سنتين من الاستيراد.



نحو فتح رأس مال بنكين عموميين أمام الخواص خلال سنة 2023

أمر الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، الإثنين، بتسريع إجراءات فتح على الأقل رأس مال بنكين عموميين أمام الخواص خلال سنة 2023.

وفي كلمة له بمناسبة الذكرى الـ60 لتأسيس بنك الجزائر، دعا الوزير الأول إلى تسريع اجراء فتح رأس مال البنوك العمومية حتى يتم إعطاء دفعة جديدة من التنافسية واستحداث مواد جديدة في التعاملات المصرفية.



الوزير الأول: فتح فروع بنكية جزائرية في الدول العربية

كشف الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، اليوم الإثنين، عن فتح فروع لبنوك جزائرية في الدول العربية.

وقال أيمن بن عبد الرحمان، خلال إشرافه على احتفالية الذكرى الستين لتأسيس بنك الجزائر: “نسعى مستقبلا لفتح فروع لبنوك جزائرية في البلدان العربية بمرافقة صندوق النقد العربي.”

COMMENTAIRE

LE CHEMIN DE... FAIRE

Par Amine Goutali

L'année 2023 est celle des consécutions, comme l'a souligné, jeudi dernier, le président de la République, lors de sa dernière entrevue avec des représentants de la presse nationale. Elle débutera, en effet, avec des réalisations d'envergure servant d'appoint à la dynamique économique enclenchée depuis au moins deux années. Des infrastructures de base, notamment celles inaugurées dans le secteur des transports (terrestre, ferroviaire, maritime et aérien), objet d'une attention

particulière de la part des pouvoirs publics. Et dont les moyens déployés témoignent justement de cette détermination à soutenir et promouvoir la production nationale, de façon à en faire le fer de lance du développement économique. C'est dans ce sillage qu'a eu lieu, hier, à Tissemsilt, le lancement de la ligne ferroviaire Tissemsilt-Bougezoul-M'sila. La présence sur place de plusieurs ministres confère à cette nouvelle réalisation - qui entre dans le cadre du parachèvement de la rocade ferroviaire des Hauts-Plateaux - une importance particulière, dans le sens où le chemin de fer demeure la cheville ouvrière de tout ce à quoi a trait, de loin ou de près, l'activité économique.

Il est également question d'un fort soutien aux grands chantiers engagés dans ces régions, résolvant ainsi un problème moult fois soulevé par les opérateurs locaux. Mais pas tout, puisque sur le plan social, cette nouvelle ligne de transport aidera à faire sortir de l'ombre les populations des zones reculées et les impliquer ainsi directement dans la vie active, notamment les jeunes porteurs de projets qui n'ont que trop souffert de leur éloignement des centres urbains. Avec cet acquis aux avantages multiples et incalculables, c'est de l'engagement du président Tebboune de réhabiliter l'arrière-pays qu'il est question aussi. Longtemps restées en marge, ces

47
régions déshéritées jouissent aujourd'hui d'importants moyens de développement grâce à l'implication directe du Président, lequel veille scrupuleusement à la mise en œuvre des programmes de développement des zones d'ombre. Mais pas que, étant donné que de par son envergure nationale, le nouveau tronçon ferroviaire vise à renforcer le réseau entre les grandes villes des Hauts-Plateaux. D'autres projets suivront, d'égale sinon de plus ample importance, marquant la volonté des hautes autorités du pays à soutenir le développement économique, tant sur le plan national et régional que local.

■ A. G.

DES HAUSSES DE REVENUS POUR 2,8 MILLIONS DE FONCTIONNAIRES

Le rattrapage salarial, un délicat processus

● Ce seront 2,8 millions fonctionnaires qui seront touchés par les augmentations décidées par le Conseil des ministres avant-hier, une hausse en trois ans entre 4500 DA et 8500 DA par an selon les catégories.

Par **Ali Bahmane**

Les enseignants bénéficieront d'une revalorisation de près de 13 500 DA au cours des deux prochaines années, tandis que pour les retraités affiliés à la Caisse nationale de retraite (CNR) qui perçoivent actuellement une pension de 4000 à 10 000 DA, l'augmentation de la pension atteindra 11 000 DA. Elle concernera 900 000 retraités, ceux dont la pension de retraite est de 15 000 DA, elle augmentera à 20 000 DA, le nombre est de 250 000 retraités. S'agissant de l'allocation chômage qui sera également revalorisée, le nombre de bénéficiaires atteindrait, fin décembre 2022, 1,9 million parmi les universitaires, les diplômés des instituts de formation et les non-diplômés. Ainsi, l'allocation chômage augmentera de 13 000 DA net à 15 000 DA, alors que les coûts de la couverture sanitaire (carte Chifa) des concernés seront pris en charge par l'Etat en attendant leur insertion dans le monde du travail. Par ailleurs des «négociations sont en cours dans le secteur économique entre les partenaires sociaux et le patronat en vue de permettre aux travailleurs de bénéficier d'augmentations dans le cadre des conventions collectives». Ces augmentations de salaires et d'allocations ont grimpé de 50% au cours des dernières années. Le SNMG est de 20 000 DA par mois pour 40 heures de travail hebdomadaire depuis le décret présidentiel du 4 avril 2021. Selon une enquête publiée en novembre 2021, le salaire moyen dans le secteur public est de 58 400 DA. En 2016, le niveau des salaires nets mensuels (hors agriculture et hors administration) en Algérie se situe à environ 39 900 DA. Il est de 55 700 DA dans le

public et de 32 600 DA dans le privé national. Les résultats d'une enquête de l'ONS en 2016 confirment que les activités pétrolières (production et services d'hydrocarbures) et financières (banques & assurances) demeurent les secteurs qui payent le mieux avec respectivement des niveaux de salaires relativement élevés avec 102 000 DA et 59 700 DA. A l'inverse, les secteurs de «la construction», de «l'immobilier et services aux entreprises» se distinguent avec des salaires inférieurs à la moyenne, soit respectivement 30 400 DA et 32 900 DA. Les écarts de salaires selon la qualification et les secteurs d'activités sont dans certains cas assez élevés. En effet, le salaire des agents de maîtrise dans les activités liées aux hydrocarbures, (où le personnel est très qualifié) est de 97 219 DA contre 35 522 DA dans le secteur de la construction. En 2016, le salaire moyen net, tous secteurs juridiques confondus, a évolué de 1,7% par rapport à 2015.

Au niveau national, le salaire de base représente en moyenne 58% et les primes et indemnités. S'agissant du «salaire moyen» et où se situe l'Algérie par rapport au reste du monde, il est utile de consulter les résultats d'une récente enquête menée par le magazine américain CEOWorld, reprise par le site 360. Il a recensé les montants du «salaire net mensuel moyen» (après déduction d'impôts) perçu dans 105 pays. La comparaison des données aboutit à l'établissement de la liste des pays qui offrent les salaires les plus hauts et celles des pays qui versent les salaires les plus bas. Selon les données, le salaire moyen net en Algérie s'élève en 2022 à 249,7 dollars/mois, soit 35 420 DA/mois (taux de change officiel, cotation du mardi 23 août 2022). Un chiffre qui place notre

pays en queue de classement. Sur les 105 pays de la liste, l'Algérie occupe en effet la 98e place après le Liban, avec 837,19 dollars/mois, arrive à la 47e place, la Palestine avec 778,81 dollars/mois occupe la 52e place, l'Irak avec 583,06 dollars/mois figure à la 62e place. Si on se penche sur le continent africain, le constat n'est pas plus reluisant ; sur les 9 pays que concerne l'étude, l'Algérie n'arrive qu'en 6e position. Elle est devancée par l'Afrique du Sud (1362 dollars/mois), l'Île Maurice (483,31 dollars/mois), le Kenya (416,53 dollars/mois); mais aussi par les voisins marocain (385,53 dollars/mois) et tunisien (277,44 dollars/mois). Du côté du monde arabe, l'écart entre le salaire moyen des Algériens et celui des citoyens des autres pays est encore plus flagrant. Dans la liste qui compte 14 pays, l'Algérie figure à l'avant-dernière place, devant uniquement l'Egypte (209,7 dollars/mois). En tête du classement, on retrouve logiquement les pétromonarchies du Golfe : les Emirats arabes unis (3663,27 dollars/mois), le Qatar (3168 dollars/mois), l'Arabie Saoudite (1888,68 dollars/mois), le Koweït (1854,5 dollars/mois) et le Bahreïn (1728,7 dollars/mois). Au niveau mondial maintenant, les pays qui offrent les plus hauts salaires moyens nets sont : la Suisse (6142,1 dollars/mois), Singapour (4350,79 dollars/mois), l'Australie (4218,89 dollars/mois), les États-Unis (3721,64 dollars/mois) et les Emirats arabes unis. Dans le reste du top 10, on retrouve la Norvège, le Canada, le Danemark, l'Islande et les Pays-Bas. Dans tous ces pays, le salaire moyen net dépasse les 3000 dollars. En revanche, les trois pays qui ont les populations les plus pauvres dans le monde et qui occupent les dernières places du

classement reviennent au Sri Lanka (143,62 dollars/mois), au Pakistan (163,17 dollars/mois) et au Nigeria (166,33 dollars/mois). Soulignons enfin que le paramètre du salaire moyen ne reflète pas les disparités. Il ne rend donc pas compte des écarts salariaux qui existent entre les plus riches et les plus pauvres, comme il ne tient pas compte du complément de revenu qui est l'accès aux biens et services subventionnés par l'Etat. Il est important dans un pays comme l'Algérie qui consacre une grande partie de ses ressources au soutien des prix. Celui-ci complète les salaires du travailleur mais permet également à tout citoyen de ne pas vivre dans le dénuement, lorsque un taux élevé d'inflation ne vient pas tout remettre en cause. Aussi les pouvoirs publics doivent agir sur deux tableaux que sont les hausses de salaires et la lutte contre l'inflation. Celle-ci a été particulièrement élevée ces quatre dernières années, à cause de la Covid-19 et de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Le rattrapage salarial qui est à chaque fois posé est tributaire des contraintes économiques que traverse le pays et des évolutions géopolitiques qui l'affectent directement ou indirectement.

L'Algérie subit frontalement le niveau élevé de l'inflation mondiale, mais sa trésorerie a bénéficié de l'explosion des prix des hydrocarbures. C'est donc un équilibre qu'il faut trouver pour dégager des ressources suffisantes pour améliorer les revenus des Algériens sans peser lourdement sur les comptes publics. Toutefois le vrai rattrapage se fera automatiquement une fois le pays développé économiquement par le biais d'un tissu productif conséquent. **A. B.**

Révision de la loi relative à la monnaie et au crédit

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, hier à Alger, que la révision de la loi relative à la monnaie et au crédit permettrait de s'adapter aux derniers développements et de mieux répondre aux exigences de la réforme économique escomptée. Le Premier ministre a fait cette déclaration à l'ouverture des travaux de la Conférence sur les défis futurs des banques centrales, organisée à l'occasion de la célébration du 60^e anniversaire de la création de la Banque d'Algérie (BA). Dans son allocution, M. Benabderrahmane a expliqué que *«la prise de conscience quant à l'importance de la Banque d'Algérie, en tant que locomotive du système bancaire, chargée de le superviser, a poussé le Gouvernement, sur instruction du Président de la République, à œuvrer à l'actualisation du cadre juridique du travail de la Banque d'Algérie, à travers la révision de l'Ordonnance n 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, modifiée et complétée, pour mieux s'adapter aux derniers développements et répondre aux exigences de la réforme économique escomptée qui améliore la performance des entreprises économiques et garantit un cadre de vie décent au citoyen»*. Cette révision vise, également, à renforcer la gouvernance du système bancaire, la Banque d'Algérie en tête, et à améliorer sa transparence, tout en conférant au Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) de nouvelles prérogatives lui permettant d'accompagner les transformations que connaît l'environnement bancaire, outre l'élargissement de ses prérogatives en matière d'agrément des banques d'investissement, des banques numériques, des prestataires de services de paiement et des courtiers indépendants, et autoriser l'ouverture des bureaux de change, outre le renforcement du rôle de la Commission bancaire en tant qu'autorité de supervision et en tant qu'instance judiciaire et administrative, ajoute le Premier ministre. Pour permettre à la BA de s'acquitter de son rôle se rapportant à la stabilité financière, il sera procédé à la création de la commission de stabilité financière qui sera chargée du contrôle préventif total et de la gestion des crises, a fait savoir le Premier ministre. Il s'agit également dans le cadre de l'amendement de cette loi de créer une commission nationale de paiement chargée de l'élaboration du projet de Stratégie nationale de développement des moyens de paiement scripturaux et du suivi de son exécution, et ce, après approbation des pouvoirs publics, en vue de renforcer les transactions bancaires et l'inclusion financière, a détaillé le ministre. Cet amendement *«permettra d'utiliser de nouveaux outils de la politique monétaire pour être davantage efficace et apte à circuler à travers ses canaux connus et d'adapter les outils d'intervention au niveau du marché monétaire avec les spécificités des opérations bancaires, notamment celles liées à la finance islamique et au financement vert»*, a-t-il ajouté. Le Conseil des ministres tenu, dimanche, sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a approuvé le projet de révision de l'ordonnance 03-11 du 26 août 2003, relative à la monnaie et au crédit, modifiée et complétée.

BANQUE D'ALGÉRIE

60 MILLIARDS DE RÉSERVES DE CHANGE

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, a déclaré, hier, que les réserves de change algériennes dépassent les 60 milliards de dollars, ce qui équivaut à un an et demi d'importation.

Lors de la célébration du soixantième anniversaire de la création de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb a ajouté que lors de la pandémie du Corona, la Banque d'Algérie a lancé en juillet 2021 le programme de refinancement d'une valeur de 2100 DA au profit de banques, afin de fournir plus de liquidités financières pour soutenir l'activité économique dans le pays.

Dans le même contexte, M. Taleb a indiqué que la Banque d'Algérie a fait face à un nouveau défi en 2022 en termes de contrôle de l'inflation en tant que phénomène mondial.

La Banque d'Algérie s'est concentrée sur l'utilisation d'une politique monétaire pragmatique, en particulier, le taux de change comme outil pour réduire l'inflation importée et préserver le pouvoir d'achat du citoyen algérien à la lumière de l'excédent de la balance des paiements pour la première fois depuis 2014, qui a conduit à une augmentation de la réserve de change à 60 milliards de dollars, environ un an et demi d'importation de biens et de services.

CORRUPTION

Comment sera récupéré l'argent détourné à l'étranger

L'Algérie s'apprête à mettre incessamment en place une commission chargée du recouvrement de l'argent issu de la corruption se trouvant à l'étranger, apprend-on de bonnes sources.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Selon les informations auxquelles nous avons pu avoir accès, cette commission sera constituée d'une composante diversifiée issue de divers secteurs concernés par les démarches devant aboutir à cette récupération. Ses membres sont en fait, dans leur majorité, issus de départements de souveraineté puisqu'on y retrouve des juges, des diplomates et des représentants des services de sécurité. Elle devra également compter un directeur des



Photo : DF

tion se trouvant à l'étranger.

Le processus permettant cette récupération est, comme on le sait, dans la majorité des cas tribulaire

lisant en particulier sur les pays où les personnes détenues pour corruption ont fortement investi.

Certains États sont donc plus concernés que d'autres dans ces affaires. La France, l'Espagne et la Suisse occupent une place particulière dans la liste des pays ayant fait l'objet d'une demande transmise par l'Algérie pour la récupération de l'argent issu de la corruption. C'est en Espagne, et plus précisément à Barcelone, que se trouve par exemple l'hôtel El Palace appartenant à Ali Haddad. L'ancien

La lecture des ordonnances de renvoi a également permis d'apprendre qu'une importante partie des biens immobiliers de ces derniers se trouve en France.

domaines. Des avocats feront aussi partie de la composante de ces commissions, apprend-on par ailleurs. Il s'agit d'avocats spécialisés dans les affaires de corruption et possédant une maîtrise du droit international. Dans le rôle qui leur sera attribué, ces derniers auront aussi qualité d'experts, une charge sensible qui leur octroie un droit d'appréciation des faits ou des dossiers auxquels ils seront confrontés. Les diplomates représentent, quant à eux, une institution qui a déjà eu à œuvrer, au cours des mois précédents, pour avancer dans l'épineux dossier de la récupération de l'argent de la corrup-

d'une volonté politique des pays auxquels une demande a été introduite par l'Algérie. L'on sait que des démarches ont déjà eu lieu sur le plan diplomatique avec les États concernés. Le chef de l'État avait instruit la diplomatie afin que cette dernière fasse de la récupération de l'argent issu de la corruption une priorité. Tout cet argent, et tous les biens qu'il a générés en matière de sociétés ou d'immobilier ont été, faut-il le rappeler, répertoriés par les deux cents commissions rogatoires dépêchées à travers le monde. Ces dernières ont œuvré à travers les cinq continents en se foca-

prendre qu'une importante partie des biens immobiliers de ces derniers se trouve en France dans des régions et villes très cotées. Ceux de Mourad Eulmi (SOVAC) et ses frères, Mahieddine Tahkout (CIMA motors), ont particulièrement attiré l'attention, puisqu'ils ont pu acquérir au moins trois maisons (parfois manoirs), répartis entre Paris et Nice.

Toutes les personnes ayant fait l'objet de condamnations définitives dans les affaires de corruption ont également fait l'objet d'une demande de gel de leurs comptes bancaires se trouvant à l'étranger et l'opération a abouti dans la majorité des cas alors qu'elle se trouve en cours d'exécution pour d'autres. Dans sa dernière intervention devant des représentants de la presse nationale, le chef de l'État avait révélé que «la majorité des fonds détournés sont actuellement dans des banques privées en Suisse, au Luxembourg, mais aussi dans des îles vierges aux Caraïbes».

Il a également, une nouvelle fois, fait savoir que des signaux positifs avaient été lancés par des pays auprès desquels l'Algérie avait introduit des demandes officielles de récupération de cet argent issu de la corruption. «Certains pays européens avec lesquels nous avons de bonnes relations

Le chef de l'État avait révélé que «la majorité des fonds détournés sont actuellement dans des banques privées.

homme d'affaires l'avait acquis pour une valeur de soixante huit mille euros, révélait, il y a une dizaine d'années, la presse espagnole.

Durant les procès des ex-oligarques, la lecture des ordonnances de renvoi a également permis d'ap-

ont collaboré avec nous dans la procédure de la récupération de cet argent. Ils sont même prêts à transférer ces biens au Trésor public algérien, mais cela doit passer par des procédures légales», a-t-il indiqué sur le sujet.

A. C.

BENABDERRAHMANE :

«Ouverture du capital de deux banques publiques en 2023»

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a souligné, lundi à Alger, l'importance du rôle de la Banque d'Algérie dans l'accompagnement et l'encadrement du développement économique et financier du pays.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales, organisée par la Banque d'Algérie à l'occasion du 60e anniversaire de sa création, M. Benabderrahmane a précisé que la Banque d'Algérie, dont la création participe du recouvrement de l'indépendance et de la souveraineté et constitue un jalon dans l'édification de l'État-Nation, joue un rôle important dans la gestion de la politique monétaire et la préservation de la valeur du dinar algérien qui est un des symboles de l'État.

La Banque centrale algérienne «a veillé depuis sa création à accompagner et encadrer le développement économique et financier du pays en dépit des défis de taille rencontrés, et ce, grâce aux mécanismes qu'elle a adoptés en accord avec les choix de développement opérés à chaque étape de l'histoire économique de l'Algérie, d'une part, et grâce au sens de la responsabilité et au dévouement de ses cadres et agents, d'autre part», a soutenu le Premier ministre.

Il a, dans ce contexte, mis en exergue les performances de la Banque d'Algérie pendant la pandémie de Covid-19 et le génie dont elle a fait montre dans la mise à disposition des fonds nécessaires pour assurer la continuité de l'activité économique dans cette conjoncture.

«Bien qu'elle jouit d'une grande autonomie, la Banque d'Algérie a veillé à coordonner entre la politique monétaire et la politiques budgétaire et à accompagner le gouvernement sur les questions financières, ce qui a permis de surmonter les difficultés financières découlant des chocs extérieurs», a ajouté le Premier ministre.

Au sujet du développement de la Banque d'Algérie depuis sa création, le 13 décembre 1962, M. Benabderrahmane a précisé que les moyens humains et matériels de l'institution sont passés de 240 agents, dont seulement 10 cadres répartis sur six agences et succursales, les premières années, à 3 410 agents, dont 1 255 cadres, répartis sur 49 agences et succursales actuellement, en attendant l'ouverture de nouvelles agences et succursales dans les nouvelles wilayas.

Il a également fait état de l'évolution de la masse monétaire de 4,7 Mds de DA en 1964, année de la création de la monnaie nationale, à 22 204 Mds de DA actuellement, tandis que la valeur des crédits à l'économie s'est élevée de 2,5 Mds de DA en 1964 à quelque 10 217 Mds de DA actuellement.

Concernant le paysage bancaire, la BA ne supervisait, au lendemain de l'indépendance, que quatre banques, tandis que le nombre de banques et d'établissements financiers activant sur le paysage bancaire s'élève aujourd'hui à 19 banques et 8 établissements financiers.

Selon le Premier ministre, les capacités de «la maison des monnaies» qui relève de la Banque centrale ont augmenté de 20 millions de billets de banque par an, à plus de 300 millions de billets de banque et près de 200 millions de pièces de monnaie métallique par an actuellement.

Ceci requiert, selon le Premier ministre, «d'adhérer au processus de modernisation, de s'inspirer des

pratiques saines dans la gestion de la politique monétaire et de rendre les réglementations bancaires cohérentes avec ce qui prévaut dans le monde et avec les exigences des défis du développement économique».

«Le gouvernement est pleinement conscient que la performance de l'économie ne saurait s'améliorer, sauf si le cadre financier et monétaire est adéquat et répond aux besoins du gouvernement et des entreprises», a ajouté le Premier ministre.

Satuant la participation du gouverneur de la Banque centrale des États de l'Ouest d'Afrique (BCEAO), Jean-Claude Kassi Brou, aux travaux de cette conférence, le Premier ministre a réitéré le plein soutien du gouvernement, en vue d'étendre le réseau des banques algériennes en Afrique, «comme objectif auquel les pouvoirs publics accordent de l'importance, comme pour prouver le rapprochement africain et ses dimensions entre l'Algérie et le continent africain».

M. Aïmene Benabderrahmane a, par ailleurs, appelé la BA à augmenter les efforts et à travailler avec le ministère des Finances, en vue d'accélérer les procédures de l'ouverture du capital des banques publiques, et ce, en vue de donner une nouvelle impulsion à la création de ressources supplémentaires.

«En 2023, nous irons de l'avant dans l'ouverture du capital de deux banques publiques et nous ferons aussi de même pour le reste des banques», a-t-il poursuivi.

APS

Dinar : les avantages de la réévaluation

La question de l'appréciation du dinar revient au-devant de la scène. Sa réévaluation a été évoquée par le président de la République qui a laissé entendre que l'augmentation pourrait atteindre les 30% pour impacter le pouvoir d'achat. Comment cela peut-il se faire ? Quels sont les mécanismes et les répercussions ? Réponse de Belkacem Boukhrouf, économiste et enseignant à l'université de Tizi Ouzou.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La valeur du dinar a de tout temps été au centre des préoccupations. Elle l'est d'autant plus après les déclarations faites par le président de la République jeudi dernier. Abdelmadjid Tebboune affirmait que «l'augmentation des salaires et de la valeur du dinar, et la lutte contre la spéculation, constituent un engagement à respecter (...) Si la valeur du dinar augmente de 30%, le pouvoir d'achat du citoyen sera renforcé». Par quels moyens ? Quelles en seront les répercussions ? Belkacem Boukhrouf, économiste et enseignant à l'université de Tizi Ouzou, explique que «la réévaluation de la monnaie est, au même titre que sa dévaluation, un instrument stratégique déployé par le gouvernement dans le cadre de sa politique monétaire. Il consiste, tout simplement, pour la Banque centrale, à augmenter la valeur de sa monnaie en revoyant à la hausse sa valeur vis-à-vis des autres monnaies de référence».

Il poursuit «dans le cas du dinar algérien, le président de la République a annoncé que prochainement, le gouvernement songe à rehausser la valeur du dinar de 30%. Cela passera notamment par la baisse de la quantité de la monnaie en circulation. Ce qui signifie que le dinar gagnera en valeur vis-à-vis des monnaies entrant dans le champ des transactions du commerce international, entre autres le dollar et l'euro». Quels en sont les effets ? Notre interlocuteur répond que «la réévaluation à la hausse de la valeur de la monnaie produit deux effets positifs importants : une baisse relative de l'inflation puisque le salarié algérien accèdera à plus de valeur monétaire pour un même niveau de salaire même si cela va être contrebalancé par la hausse des prix à l'importation; et une augmentation du niveau de compétitivité des entreprises locales par le fait de la baisse des prix des intrants importés notamment». Il

ajoute qu'«il n'en demeure pas moins que cette opération présente des risques, notamment pour les entreprises exportatrices puisque l'avantage qu'elles auraient acquis par le fait d'une monnaie dévaluée s'estompera».

Qu'en est-t-il pour l'inflation ? «Ce risque d'inflation est minime si ce dispositif de régulation monétaire est inséré dans une stratégie de développement économique globale; en ce sens qu'un effort gigantesque de substitution des exportations aux importations et la priorisation de la production locale est nécessaire. Également, il convient d'agir sur d'autres dispositifs de régulation notamment la politique budgétaire de l'État.» Ce n'est pas la



première fois que la question de la valeur du dinar est évoquée. En septembre dernier, le président de la République annonçait «un arbitrage en faveur de l'appréciation du dinar»

à l'occasion de la traditionnelle rencontre gouvernement-walis.

La Banque d'Algérie avait alors décidé d'une réévaluation de la valeur du dinar face à un panier de

devises, dont l'euro et le dollar. Cela avait permis de garantir un certain équilibre dans la politique de change de la Banque d'Algérie.

N. I.

نحو فتح رأسمال بنكين عموميين خلال 2023.. الوزير الأول:

البنوك للاستثمار الخاص.. و"الدينار الرقمي الجزائري" قريبا

• إنشاء 10 فروع لبنك الجزائر في الولايات الجديدة • إنشاء أول قطب نقدي في الجزائر بداية 2023 • فتح فروع بنكية جزائرية في دول عربية

دعا الوزير الأول أمين بن عبد الرحمان، أمس، أصحاب رؤوس الأموال، للاستثمار في المجال المصرفي والمالي، مشيراً إلى الأطر القانونية التي تسمح بذلك، مؤكداً على ضرورة تجسيد التزام رئيس الجمهورية بالشروع في فتح رأسمال البنوك العمومية ابتداء من سنة 2023.

حنان ح



10 إطارات فقط، يعملون في 6 فروع وطنية. أما اليوم، فقد أصبح عدد إطاراته وموظفيه يقدر بنحو 3410 موظف، منهم 1255 إطار وبيلاغ عدد فروعها 49 فرعاً، فيما شرع بنك الجزائر في فتح 10 فروع له في الولايات الجديدة. وأكد الوزير الأول الذي شغل منصب محافظ "بنك الجزائر" في سنوات سابقة، حرص هذه المؤسسة المالية، على مرافقة وتأطير التطور الاقتصادي والمالي للبلاد، وهذا بفضل الآليات التي اعتمدها البنك والتي تكيفت مع الخيارات التنموية المعتمدة في كل حقبة من حقبة التاريخ الاقتصادي للجزائر، من جهة، وبفضل روح المسؤولية والتضحية التي ميزت أداء إطاراته وعماله، من جهة أخرى. واستشهد به أدائه المتميز في ظل جائحة كورونا، و«عبقريته» في توفير التمويل الضروري لاستمرارية النشاط الاقتصادي. فضلاً عن ذلك، بقول بن عبد الرحمان، فإن "بنك الجزائر" وبالرغم من الاستقلالية الكبيرة التي يتمتع بها، إلا أنه حرص على تكريس التنسيق بين السياسة النقدية والسياسة الموازنة، ومرافقة الحكومة في القضايا المالية، ما سمح بتجاوز الصعوبات المالية والصدمات الخارجية وتأثيرات البيئة العالمية.

التعديل باستخدام أدوات جديدة للسياسة النقدية "تكون أكثر نجاعة وأكثر قدرة على الانتقال عبر قنواتها المعروفة"، ويتيح، في ذات الوقت، "تكييف أدوات التدخل على مستوى السوق النقدية مع خصوصيات العمليات المصرفية، لاسيما تلك المتعلقة بالصرافة الإسلامية والتمويل الأخضر". وتحدث الوزير الأول عن أهم الورشات المفتوحة أمام "بنك الجزائر"، خاصة بالذكر "ورشة رقمنة المدفوعات"، والسعي إلى اعتماد الشكل الرقمي للعملة النقدية التي سيتولى تطويرها وإصدارها وتسييرها ومراقبتها تحت مسمى (الدينار الرقمي الجزائري)، الذي سيشكل في نهاية المطاف دعماً للشكل المادي للعملة النقدية. كما يعكف "بنك الجزائر" على التكفل بقضايا تعزيز الأمن ومراقبة أنظمة الدفع في ظل تطوير الأعمال الرقمية. تذكيراً بمسيرة "بنك الجزائر" في عهده الستين، قال السيد بن عبد الرحمان بأن إنشاءه كان تكريساً لاسترجاع الاستقلال والسيادة، ولبنية في بناء الدولة الوطنية مشيراً إلى تطور هذه المؤسسة المالية عبر عقود من الزمن، حيث لم يكن "بنك الجزائر" في بداية الاستقلال يحصي أكثر من 240 موظف وموظفة من بينهم

أعرب الوزير الأول في كلمة بمناسبة أحياء الذكرى الستين لإنشاء "بنك الجزائر"، عن أمله في توجيه استثمارات جزائرية خاصة إلى القطاع المالي لخلق بنوك أو مؤسسات مالية، تحمل إضافة جديدة للساحة المالية والمصرفية وتساعد على إيجاد تمويلات جديدة وتحقيق تنافسية فعلية وتوفير منتجات وخدمات جديدة. وأكد بن عبد الرحمان على تسريع إجراءات فتح رأسمال البنوك العمومية، باعتباره التزاماً لرئيس الجمهورية، ملحا على فتح رأسمال بنكين على الأقل في 2023، مشيراً إلى سعي الحكومة فتح فروع لبنوك جزائرية في المنطقة العربية بمرافقة صندوق النقد العربي، مع تأكيد دعمه الكامل لتوسيع شبكة البنوك الجزائرية في إفريقيا، كدليل على التقارب الإفريقي.

وأبرز الوزير الأول أهمية "بنك الجزائر" في استقرار الوضع المالي، وتطوير وعصرنة القطاع، باعتباره رأس النظام المصرفي. مشيراً إلى توجيهات رئيس الجمهورية، المتعلقة بتحديث الإطار القانوني لعمل "بنك الجزائر"، من خلال مراجعة الأمر رقم 03-11 المتعلق بالنقد والقرض، المعدل والمتمم، "يما يسمح بتعزيز أداء المؤسسات الاقتصادية ويضمن إطاراً معيشياً كريماً للمواطن".

أكد بن عبد الرحمان أن مراجعة القانون تضمن "تعزيز حوكمة النظام المصرفي وعلى رأسه "بنك الجزائر"، وتحسين شفافيته، مع منح مجلس النقد والقرض صلاحيات جديدة في مجال اعتماد البنوك الاستثمارية، والبنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع، والوسطاء المستقلين، والترخيص بفتح مكاتب مصرفية فضلاً عن تعزيز دور اللجنة المصرفية كسلطة إشراف باعتبارها هيئة قضائية إدارية، إلى جانب استحداث لجنة الاستقرار المالي التي ستتكفل بالمراقبة الاحترازية وإدارة الأزمات. كما كشف أن تعديل قانون النقد والقرض، سيبني إنشاء "لجنة وطنية للدفع"، لتكفل بإعداد مشروع الاستراتيجية الوطنية لتطوير وسائل الدفع الكتابية ومتابعة تنفيذها، وسيسمح



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger